



LA LETTRE ÉCONOMIQUE D'EGYPTE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE DU CAIRE

N°129 – Juin 2022

SOMMAIRE

ACTUALITES :.....	2
MACROECONOMIE :	4
Les relations économiques entre l'Égypte et Israël.....	4
POLITIQUES SECTORIELLES :	7
L'écosystème startup égyptien, un sérieux concurrent sur la scène africaine	7
L'Égypte peut-elle relancer son industrie ?	10
BREVES ECONOMIQUES :	15
INDICATEURS.....	18

ÉDITORIAL

Dans un contexte économique mondial toujours incertain, la visite de la présidente de la Commission européenne au Caire en juin dernier a ouvert la voie à une plus grande coopération entre l'Union européenne et l'Égypte dans le secteur gazier et pour la sécurité alimentaire. De fait, un protocole d'accord a été signé le 15 juin entre l'Égypte, Israël et l'UE lors du Forum du gaz de la Méditerranée orientale. L'accord prévoit d'augmenter les exportations de gaz vers l'Europe à partir d'Israël et de l'Égypte. Alors que l'Union européenne diminue progressivement ses approvisionnements en gaz russe, la méditerranée orientale représente un axe de diversification intéressant. Enfin, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a promis une aide de 100 M EUR pour la sécurité alimentaire, dont une partie sera dédiée à la construction de silos supplémentaires, alors que le Caire dépend majoritairement de la Russie et de l'Ukraine pour son approvisionnement en

blé. Cette réorientation stratégique prendra cependant encore du temps, la capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié depuis l'Égypte étant tributaire des livraisons de gaz israélien (cf. relations économiques et commerciales entre Israël et l'Égypte page 4). C'est d'ailleurs dans ce contexte que Chevron et EGAS ont convenu de travailler conjointement sur l'ensemble de la chaîne de valeur (transport, liquéfaction et réexportation) du gaz égyptien en méditerranée orientale. Plus spécifiquement, l'accord signé entre les deux entreprises prévoit qu'elles développent des infrastructures pour transporter le gaz des champs offshore de Chevron vers les usines de liquéfaction égyptiennes, pour être réexporté par la suite.

Si ces développements sont rendus nécessaires par la crise ukrainienne, cette dernière crée également des dommages collatéraux sur l'environnement local des affaires. La décision de la Banque centrale n° 49 du 13/02/2022 qui instaure une nouvelle réglementation relative aux garanties bancaires dans les opérations d'importation continue de s'appliquer à date. Si le texte a été affiné avec notamment l'exemption des biens essentiels ou des échanges intragroupes, les blocages restent nombreux, dans les ports (et plus particulièrement à Alexandrie) ou dans les établissements financiers qui n'octroient plus (ou peu) de lettres de crédit nécessaires au financement des importations.

Les premiers effets de ces barrières, que d'aucuns qualifient de non-tarifaires, se font d'ailleurs sentir sur nos échanges bilatéraux. Nos exportations ont ainsi chuté de 27 % sur les quatre premiers mois de l'année en comparaison avec la même période de 2021. Nos ventes de véhicules automobiles, qui constituent un poste important de notre commerce extérieur, ont ainsi été divisées par quatre au cours du premier trimestre. Il faut espérer que les négociations qui vont débiter entre les autorités égyptiennes et le FMI permettront, au-delà de s'attaquer à des réformes structurelles absolument nécessaires, de normaliser une situation qui pèsera indéniablement sur la croissance pour l'année à venir.

Michel OLDENBURG

Chef du service économique

michel.oldenburg@dgtresor.gouv.fr

ACTUALITES :

N'hésitez pas à transmettre au Service Economique l'actualité de vos entreprises. Vous pouvez contacter M. Mohamed Amin BOUMAHDI : mohamed.boumahdi@dgtresor.gov.fr

1. Relations économiques bilatérales :

- 1 juin : **Evénement de la fondation Sawiris à Paris** en présence du Directeur général de Business France, M. Christophe Lecourtier, de l'ambassadeur d'Egypte en France, M. Alaa Youssef et de l'ambassadeur de France en Egypte, M. Marc Baret.



- Du 5 au 7 juin : 1ère édition du salon **Africa Health Ex-Con** organisé par UPA (The Egyptian Authority for Unified Procurement). La présence française a été assurée à la fois par les grands groupes du secteur et par le stand Business France.



- 8 juin : Visite de la **Nouvelle Capitale Administrative** organisée par la Délégation de l'Union européenne en Egypte et échange avec le Général Mohamed Abd El-Latif, Directeur général de l'Administrative Capital For Urban Development (ACUD).



- 8 juin : Lancement du satellite de télécommunications **Nilesat-301** fabriqué par Thales Alenia Space pour le compte de l'opérateur égyptien NILESAT ;



- 12 et 13 juin : Mission **Waste & Water Management** organisé par Business France avec la participation de PME et grands groupes français spécialistes de l'eau et du traitement des déchets.



- 15 au 18 juin : Participation d'une délégation de startups égyptiennes à **Vivatech**.

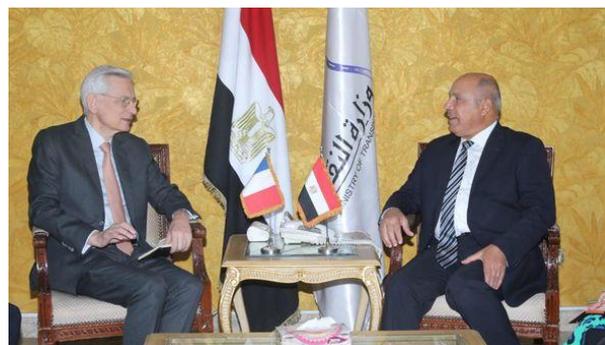


- 19 juin : Remise des insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur à **M. Mahmoud El Kaissy**, président du Conseil Franco Egyptien des Affaires.



- 20-21 juin : Visite au Caire du Conseiller financier régional pour le Proche-Orient, **M. Hugo Bruel**

- 21 juin : rencontre entre le ministre des Transports, **M. Kamel el-Wazir** et l'ambassadeur de France en Egypte, **M. Marc Barety**



- 23 juin : Entretien entre le Premier ministre, **M. Moustapha Madbouli** et l'ambassadeur de France en Egypte, **M. Marc Barety**



2. Accès au marché :

- Nouvelle évolution des exigences en matière de L/C pour les importations en Egypte :

Les graines et produits chimiques agricoles sont désormais inclus dans les intrants et matières premières. Ces catégories de produits ne sont donc plus concernées par l'obligation d'avoir recours aux L/C. Pour plus d'information voir la liste mise à jour des questions/réponses de la Banque centrale sur notre site internet : [Nouvelle évolution des exigences en matière de L/C pour les importations en Egypte | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](#)

Anaïs BOITIERE

Adjointe au Chef du Service économique
anaïs.boitiere@dgtrésor.gouv.fr

MACROECONOMIE :

Les relations économiques entre l'Egypte et Israël



Dominées historiquement par les enjeux sécuritaires, les relations entre l'Egypte et Israël sont restées longtemps modestes sur le plan économique, concentrées pour l'essentiel entre les acquisitions intermittentes d'hydrocarbures égyptiens par Israël et les exportations de marchandises israéliennes à destination de l'industrie textile égyptienne dans le cadre des Qualifying Industrial Zones (QIZ). La signature d'un méga-contrat de livraison de gaz israélien à l'Egypte en 2018 (15 Mds USD sur 10 ans) a amorcé une dynamique de coopération économique inédite.

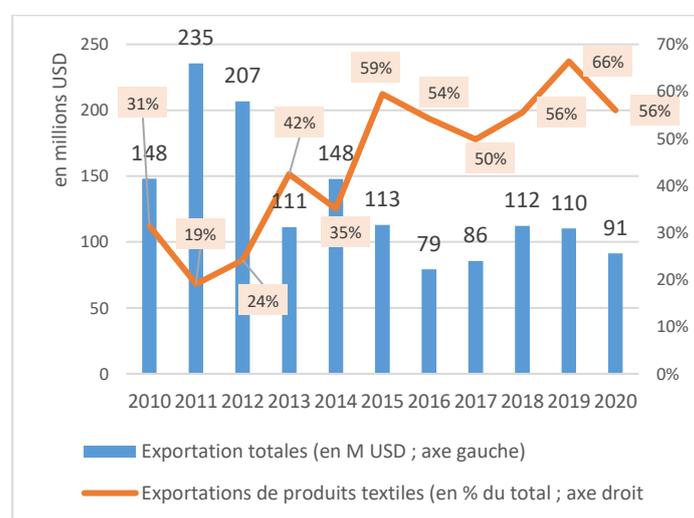
Des échanges toujours modestes, mais désormais portés par les exportations de gaz israélien

Les exportations israéliennes vers l'Egypte¹ : priorité à l'industrie textile

A la suite du premier accord commercial signé un an après le traité de paix en 1980, les exportations israéliennes vers l'Egypte sont restées anecdotiques pendant plusieurs décennies (entre 20 et 50 M USD annuels entre 1994 et 2005). Elles ont progressé significativement à la suite de l'accord relatif aux **Qualifying Industrial Zone (QIZ, 2004)** pour dépasser les 200 M USD annuels entre 2011 et 2012. Depuis 2013, le montant annuel moyen des exportations israéliennes

demeure très modeste ; de l'ordre de 110 M USD, faisant de l'Egypte le 56^e client d'Israël et d'Israël le 81^e fournisseur de l'Egypte en 2020. A mesure que diminuaient les exportations de produits chimiques (engrais), ramenées de 145 à 7 M USD entre 2011 et 2020 et plastiques, passés de 22 à 5 M USD, les **produits textiles sont devenus le principal poste d'exportation israélien à destination de l'Egypte**, représentant plus de la moitié du montant total des exportations en 2020. Les exportations d'hydrocarbures israéliens (gaz) à destination de l'Egypte ont débuté en janvier 2020 et ont atteint **11 M USD sur l'année** (12% des exportations totales vers l'Egypte) et pourraient atteindre 1,5 Md USD par an au cours des dix prochaines années, marquant ainsi un changement d'échelle majeur dans le volume des échanges commerciaux entre les deux pays.

Exportations israéliennes vers l'Egypte



Source : Israel Central Bureau of Statistics

Les importations israéliennes depuis l'Egypte : des hydrocarbures à l'industrie chimique

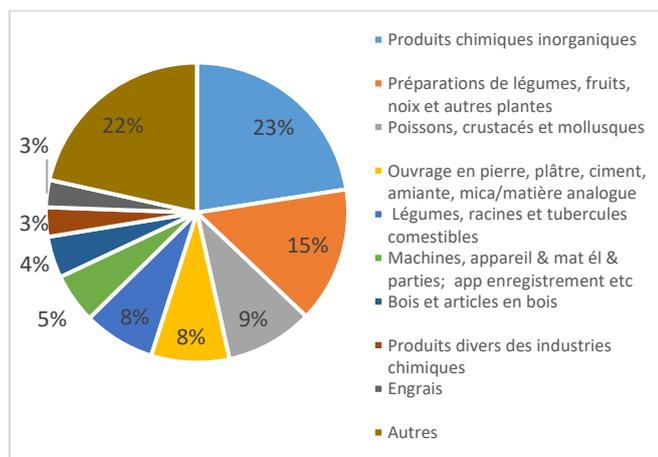
Le volume des importations israéliennes a varié jusqu'au début des années 2000 au rythme des acquisitions d'hydrocarbures égyptiens (pétrole brut et

¹ Les données douanières concernant les échanges bilatéraux varient considérablement selon qu'elles proviennent de l'autorité statistique égyptienne (CAPMAS), israélienne (ICBS) et du Centre du commerce

international (ITC Trade Map), particulièrement dans le cas des exportations égyptiennes d'hydrocarbures vers Israël. Les données retenues ici sont celles de l'Israel Central Bureau of Statistics.

gaz). Jusqu'au début des années 2000, ces dernières constituaient chaque année environ 90% des importations israéliennes (entre 150 à 350 M USD annuels) avant de s'interrompre à partir de 2003, puis de reprendre entre 2008 et 2012 grâce aux achats de gaz égyptien. Depuis 2013 et le début de l'exploitation des champs gaziers Tamar 2 et Dalit (respectivement de 240 et 20 Mds de m3) les importations israéliennes de produits égyptiens sont tombées à 81 M USD. La part des hydrocarbures est passée de 80% en 2010 à 1% en 2020 faisant ainsi passer les importations de 389 M USD à 81 M USD en l'espace d'une décennie. Hors-hydrocarbures, les importations israéliennes de produits égyptiens sont principalement issues de l'industrie **agroalimentaire** (38% du total en 2020) et l'**industrie chimique**, comme les engrais (26%).

Distribution des importations israéliennes depuis l'Egypte en 2020 (en % du total)



Source : Israel Central Bureau of Statistics

Les opportunités créées par les Qualifying Industrial Zones (QIZ)

Un instrument de diplomatie commerciale

Les Etats-Unis, Israël et l'Egypte ont signé en décembre 2004 un **protocole commercial instituant les QIZ**, permettant l'entrée détaxée sur le marché américain de produits égyptiens fabriqués par des entreprises certifiées et opérant dans des zones franches définies, dès lors qu'ils **intègrent une part désignée d'intrants israéliens**. Pour devenir éligible, la règle d'origine stipule que 35% de la valeur finale des produits doit provenir d'une QIZ, les intrants israéliens et égyptiens devant chacun composer au minimum un tiers de cette quote-part (soit 11,7%, ramené à 10,5% pour la part

israélienne depuis 2007). Les QIZ se retrouvent dans toutes les grandes régions industrielles d'Egypte et réunissent 1091 entreprises certifiées dont 80% produisent des produits textiles. L'économie d'Israël a besoin de main d'œuvre mais le pays ne s'ouvre que très parcimonieusement à l'immigration temporaire ; les QIZ sont donc un système qui vise à contenter les besoins des deux pays.

Une nouvelle chaîne de valeur au chevet de l'industrie textile égyptienne

Pour l'Egypte, cet arrangement visait explicitement à **soutenir l'industrie textile nationale** en favorisant l'accès des produits égyptiens au marché nord-américain via une extension du champ de l'accord de libre-échange liant les Etats-Unis et Israël. **Après avoir atteint la barre du milliard de dollars en 2019, les exportations issues des QIZ ont chuté de 22% en glissement annuel au cours de l'année 2020 à 818,9 M USD** en raison de la crise sanitaire. Les exportations issues des QIZ ont représenté 38% de l'ensemble des exportations égyptiennes vers les Etats-Unis (49% hors hydrocarbures) et elles étaient composées pour plus de **95% de produits textiles** le reste étant réparti entre produits agroalimentaires, chimiques et verreries.

Localisation géographique des Qualifying Industrial Zones (QIZ)



Source : Chambre de commerce américaine en Egypte

Un partenariat majeur dans le domaine gazier

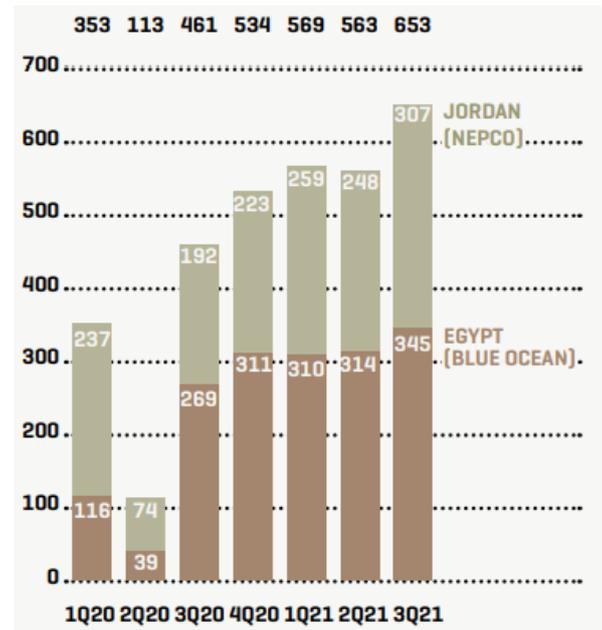
Israël possède des ressources gazières que le pays a besoin d'écouler à l'étranger...

En 2009, Israël découvre le champ gazier de **Tamar**, qui sera majoritairement destiné au marché intérieur, puis en 2010, celui de **Leviathan**, à 130 km à l'ouest d'Haïfa. La production de ce champ démarre en 2017 et accélère à partir de 2020 ; elle alimente notamment l'exportation vers l'Egypte et la Jordanie. Les deux champs gaziers produisent respectivement 1058 M et 1085 M pied cube par jour au 3ème trimestre 2021.

...ce qui pourrait faire de l'Egypte un hub énergétique en Méditerranée orientale

L'exportation de gaz israélien vers les destinations lointaines dépend exclusivement de l'accès aux unités égyptiennes de liquéfaction (**Damiette et Idku**). La volonté de plusieurs pays consommateurs de gaz de s'affranchir sur le long terme d'une dépendance à la Russie devrait donc renforcer la position égyptienne et le lien économique entre Israël (fournisseur) et l'Egypte (pays de transit). D'ores et déjà les livraisons israéliennes de gaz vers l'Egypte ont augmenté (elles sont passées en moyenne mensuelle de 450 à 720 Mds pied cube par jour) grâce à l'utilisation du gazoduc pan arabe qui traverse la Jordanie du nord au sud. Elles ont le potentiel d'aller au-delà dès lors que certains projets d'infrastructures seront réalisés. Dans un premier temps, **un renforcement capacitaire du gazoduc entre Israël et l'Egypte est en cours** ainsi que la construction d'un gazoduc terrestre entrant par le Sinaï. D'autres projets sont évoqués, notamment la construction d'un gazoduc maritime reliant directement Léviathan à Damiette (coût estimé de 2,5 Mds USD). Des contacts ont par ailleurs lieu régulièrement avec les Chypriotes qui contrôlent le champ gazier Aphrodite qui est en limite des eaux territoriales des deux pays.

Volumes d'exportations de gaz du champ israélien Leviathan (en M pied cube par jour)



Source : MEES

Mohamed Amin BOUMAHDI

Attaché économique

mohamed.boumahdi@dgtresor.gouv.fr

Antoine COSSON

Attaché sectoriel Infrastructures et Développement durable

antoine.cosson@dgtresor.gouv.fr

Le service économique du Caire remercie le service économique de Tel-Aviv ainsi que Louis SELLIER, ancien attaché économique au Caire, pour leur participation à la rédaction de cet article.

POLITIQUES SECTORIELLES :

L'écosystème startup égyptien, un sérieux concurrent sur la scène africaine



Malgré son caractère récent, l'écosystème startup égyptien est le quatrième plus important du continent africain. Il compte 562 startups – dont une licorne – et les startups égyptiennes ont levé près de 600 M USD en 2021. Si les startups bénéficient d'un environnement propice à leur développement, certaines limites restent à lever, notamment la pénurie de talents ou le manque de partenariats avec les entreprises.

Un écosystème en pleine ébullition...

L'écosystème startup égyptien est l'un des plus dynamiques du continent

Avec **562 startups** ayant créé 13 000 emplois dans le pays, **l'écosystème égyptien est le quatrième plus important du continent africain**, derrière l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria. La **progression des levées de fonds** ces dernières années a été particulièrement soutenue, passant de 141 M USD en 2019 à 599 M USD en 2021¹. Elle va de pair avec une forte accélération de

la croissance annuelle du capital risque depuis 2019 (+92 % en moyenne depuis 2015). **L'E-commerce est de loin le secteur le plus représenté** (20,8 % des startups égyptiennes), **suivi des Fintechs** (11,6 %), de l'E-Health (9,4 %), de l'EdTech (7,5 %)² et de l'AgriTech (1,4 %). L'Egypte a vu l'émergence de sa **première licorne**, Fawry³, en 2008. A l'image de l'activité économique en Egypte, les startups sont concentrées en très grande majorité au Caire où se situent également les principaux accélérateurs et incubateurs, et dans une moindre mesure à Alexandrie⁴.

Un dispositif d'accompagnement développé bénéficiant d'un important soutien public

Avec près de **40 % des startups engagées dans un programme d'accélérateur ou d'incubateur**, l'Egypte dispose du deuxième système d'accompagnement (centres technologiques) le plus actif⁵ pour les startups en Afrique. **Les incubateurs et accélérateurs sont au nombre de 37⁶**, avec notamment **TIEC** (*Technology Innovation and Entrepreneurship Center*) et **Falak Startup**, tous deux à l'initiative du gouvernement, et qui comptent respectivement 275 et 46 startups dans leur programme, ou encore **Flat6Labs**, **Athar**, **le VLab de l'American University in Cairo (AUC)**. Les startups égyptiennes bénéficient du soutien de certains acteurs internationaux⁷. L'écosystème peut enfin compter sur un engagement public marqué, illustré par la création en 2004 de l'agence **ITIDA** (*Information Technology Industry Development Agency*), bras armé du ministère des Communications et des technologies de l'information qui fait office de liant entre les parties

¹ Un montant total d'1,8 Md USD a été levé par les startups africaines au T1 2022, soit 2,5 fois plus qu'à la même période l'année dernière. A titre de comparaison, les levées de fonds s'élèvent à 228 M USD pour l'Afrique du Sud, 482 M USD pour le Kenya et 600 M USD pour le Nigeria au T1 2022.

² Pour ne citer que quelques exemples dans l'E-commerce (MaxAB, ExpandCard, Breakfast), la FinTech (Fawry, MNT Halan, Paymob, Raseedi), l'E-Health (Masary, Bee et Yodawy), l'EdTech (Nagwa, EYouth, Emonovo et Almentor), et l'AgriTech (Mozera, 21 Farmers).

³ Fintech, principale plateforme de paiements électroniques via plusieurs canaux (en ligne, distributeurs automatiques, portefeuilles mobiles, etc.).

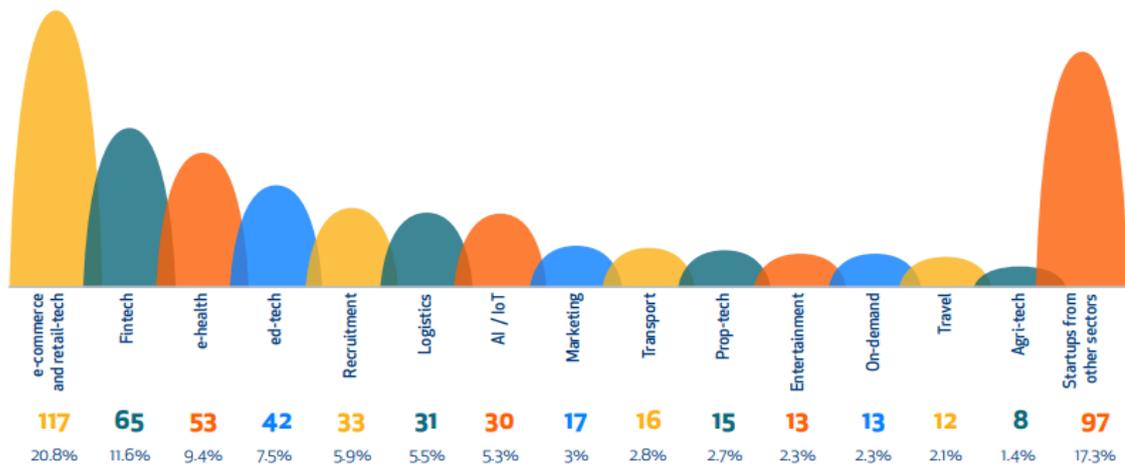
⁴ L'initiative gouvernementale « Creativa » a ainsi été lancée pour favoriser le développement de l'écosystème dans cinq villes secondaires (Sohag, Qena, Monoufia, Minia et Mansoura).

⁵ Avec 28 centres technologiques soutenus par des sociétés de télécommunications et des géants mondiaux de la technologie.

⁶ Près de la moitié des Fintechs et des E-Health ont bénéficié d'un programme d'accélération ou d'incubation, à comparer à seulement 29,1 % dans le domaine de l'E-commerce.

⁷ Y Combinator, Facebook Accelerator, 500 Startups et Google Accelerator.

Répartition sectorielle des startups en Egypte par sous-secteur



Source : The Egyptian Startup Ecosystem Report, Disrupt Africa

prenantes¹. Son principal mandat est en effet de soutenir le développement du secteur des technologies de l'information à travers différentes initiatives (mise à disposition d'espaces de bureaux², création de médias relayant de l'information spécialisée, organisation d'événements ou encore programmes de mentoring).

Croissance annuelle du capital risque en Egypte (en M USD)



Source : Stratexis

... qui fait encore face à de nombreux obstacles.

Les partenariats entre startups et autres acteurs privés encore trop limités

Dans leur phase de démarrage, les startups égyptiennes déplorent le **manque d'accélérateurs spécialisés** et une **concentration des financements** vers quelques champions. Il est par ailleurs courant que les accélérateurs et incubateurs ne procurent pas aux startups les résultats attendus³ ou encore que les contreparties soient disproportionnées⁴. Une **réglementation opaque, l'absence d'incitation fiscale pour les investisseurs potentiels**, la « culture » des entreprises traditionnelles réticentes à la nouveauté constituent les principaux obstacles auxquels elles sont confrontées dans leur phase de croissance. Le **réseau Business Angel**, constitué de particuliers souhaitant investir dans les startups, est également critiqué pour les contreparties exigées (parts dans le capital ou pourcentage sur le chiffre d'affaires). Le plus important réseau en Egypte est **Cairo Angel** qui a levé des fonds à hauteur de 2,8 M USD depuis 2012 pour les startups inscrites dans ce réseau. S'ils ont le mérite d'exister⁵,

l'utilisation de locaux moins onéreux, ce qui n'est pas la priorité des startups.

⁴ Entrée dans un programme contre des parts, contribution financière non proportionnée, etc.

⁵ Exemples de partenariat entre startup égyptienne et entreprises : Paymob avec Vodaphone et Mastercard ou encore Dryve avec AXA.

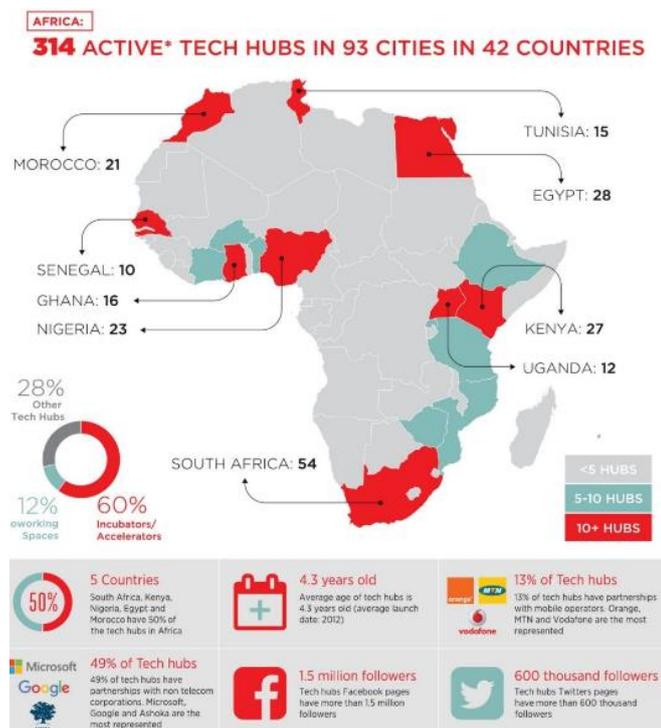
¹ Les instances de régulation, les multinationales, les accélérateurs/incubateurs, les startups et les étudiants.

² À titre d'exemple : TheGeekCampus, Sultana King's Palace et G Space.

³ Les actions des accélérateurs/incubateurs sont axées sur les connexions entre acteurs de l'écosystème, souvent décevantes, ou

les startups égyptiennes regrettent des partenariats encore limités entre les grandes entreprises. L'action des entreprises demeure principalement cantonnée à leur politique RSE, les entreprises pouvant sponsoriser des événements, créer des incubateurs/accélérateurs internes ou encore offrir du mentorat quand les startups cherchent à accéder aux canaux de distribution et à accroître leur clientèle. Ainsi, s'il est courant que l'entreprise devienne le client de la startup, une infime partie des startups concluent que le mentorat a eu un impact important sur la performance et au sein même des partenariats, les startups expriment certaines difficultés¹.

Répartition des centres technologiques en Afrique



Des ressources humaines encore inadaptées

Dans leur phase de conception, la rareté des compétences en développement informatique, l'absence d'accompagnement à l'internationalisation, un manque de formation dédiée à l'entreprenariat sont les freins les plus importants en matière de ressources humaines. La manque de talents et leur fidélisation est un problème récurrent. Si le pays arrive à diplômer une partie de la jeunesse dans les secteurs clés des technologies, le phénomène de fuite des cerveaux sape les efforts des autorités alors que les grandes multinationales étrangères mettent l'accent sur l'utilisation du travail à distance. Faisant face à une pénurie de développeurs, Orange a lancé l'Orange Digital Center (formation de jeunes diplômés en codage et gestion de données) et l'Orange Digital Institut (renforcement des compétences des salariés). L'inclusion des femmes est également un enjeu majeur pour le développement du secteur. L'Égypte affiche des résultats très médiocres en la matière : 99,8 % des fonds sont orientés vers des startups aux PDG masculins, 98 % des startups ont des équipes fondatrices entièrement masculines et, sur les près de 900 millions de dollars levés par les startups égyptiennes entre 2019 et 2021, moins de 4 M USD (0,4 %) ont été levés par des entreprises dirigées par des femmes². Le manque de diversité de genre dans le secteur des startups a poussé les autorités et certains particuliers à développer des programmes ciblés pour les femmes dont les retombées réelles demeurent difficilement quantifiables à ce jour³.

Margot ERTEL

Chargée d'études macroéconomiques et économie numérique
margot.ertel@dgtrésor.gouv.fr

¹ Le choc culturel entre l'entreprise partenaire et la startup est l'obstacle le plus commun, suivi d'un accès difficile aux équipes de l'entreprise.

² Sur l'ensemble des pays africains, 93 % des fonds sont allés aux startups dirigées par des PDG masculins en 2021.

³ Entreprenelle, fondé 2015 propose des formations et évènement ayant pour objectif de diminuer l'imperméabilité entre le monde de l'entreprenariat égyptien et les femmes. Heya Raeda, développé en 2017, destiné pour les femmes entrepreneurs est un programme dont l'objectif global est l'augmentation des chances des projets portés par les femmes sur le marché des TIC.

L'Égypte peut-elle relancer son industrie ?



Confronté à un déficit commercial important (autour de 35 Mds USD en moyenne annuelle), et à une population active en hausse, l'Égypte cherche à renforcer son appareil industriel. Alors que le secteur manufacturier peine à attirer les investisseurs privés, cette ambition devra se traduire par une amélioration du climat des affaires et par un retrait progressif de l'Etat du secteur industriel au bénéfice du secteur privé.

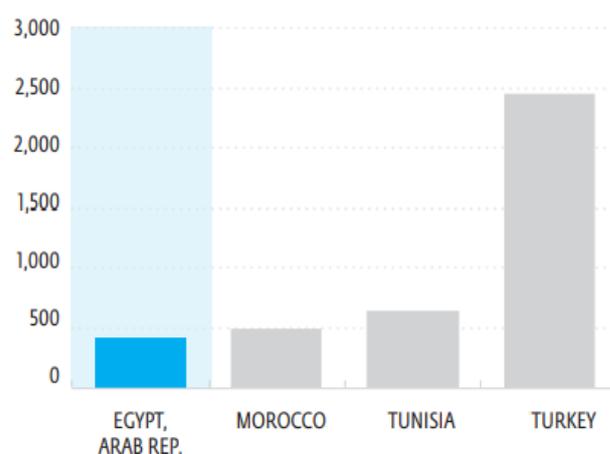
Un secteur industriel en déclin...

[Un secteur industriel égyptien en perte de vitesse peu attractif pour le secteur privé...](#)

La place de l'industrie dans l'économie égyptienne se dégrade rapidement. Sur les 10 dernières années (2011-2021), le **secteur industriel** a cru de **0,8 %** contre 3,6 % pour l'ensemble de l'économie, grâce notamment aux **activités pétrolières et gazières**. Le **secteur manufacturier** n'a pour sa part guère progressé. Selon la Banque Mondiale, ce dernier voit ainsi son poids se réduire dans l'économie égyptienne, à **16,5 % en 2020** contre 18 % en 2000. Le **poids de l'industrie en Égypte est quatre fois plus faible qu'en Turquie** mais proche des niveaux marocains et tunisiens : en 2018, la valeur ajoutée du secteur manufacturier par habitant s'est établie à 420 USD contre 493 USD au Maroc et 2 446 USD en Turquie. Cette tendance devrait s'accroître. Le FMI (avec une définition du secteur industriel plus large que la Banque Mondiale) anticipe **une baisse rapide** de la part de l'industrie dans le PIB, estimée à **19,4 % en 2024** contre **30,5 % en 2019**, soit une chute de près de 11 points de PIB en seulement 7 ans. Cette **transformation du tissu économique égyptien** devrait

s'opérer au profit du **secteur des services** et notamment de l'**immobilier**.

Valeur ajoutée du secteur manufacturier par habitant (USD, 2018)



Source : Banque Mondiale

La part de l'investissement privé dans le **secteur manufacturier est en baisse** : elle a chuté de près de 10 points en 5 ans, passant de 12 % de l'investissement total en 2019 contre 21 % en 2014. A l'inverse, le secteur des hydrocarbures est particulièrement attractif (2/3 des IDE annuels en moyenne). En 2020/21, il concentre 37 % des flux entrants contre 16 % pour le secteur manufacturier.

... pénalisant la balance commerciale.

Cette sous-performance du secteur manufacturier se reflète sur la **balance commerciale égyptienne** qui enregistre un déficit de 42 Mds USD (soit 10,3 % du PIB) sur l'année budgétaire 2020/21. Au total, l'industrie représente environ 70 % des biens exportés (30 % pour les hydrocarbures, 40 % pour les produits manufacturés). Ainsi, si le **secteur industriel représente une source conséquente de devises** (près de 30 Mds USD) qui ne couvre cependant qu'une faible partie des importations totales (71 Mds USD). Cette situation s'explique par la **faible intégration du pays dans les chaînes de valeur mondiale** et par une **base industrielle étroite**, dominée par des produits à faible valeur ajoutée : biens agroalimentaires (22,6 %), textile (19,4 %), métaux (8,8 %), meubles (8,6 %), produits boisés

De nombreux secteurs industriels aux balances commerciales déficitaires (2021)

Secteurs	Exportations (Mds USD)	Importations (Mds USD)	Balance commerciale
Industrie chimique	6,8	10,3	(3,5)
Ingénierie	3,4	22	(18,6)
Matériaux de construction & métallurgie	6,6	11,4	(4,8)
Pharmaceutique	0,7	5,12	(4,42)

Source : ministère égyptien du Commerce et de l'Industrie

(8,3 %). Enfin, le secteur manufacturier est lui-même fortement importateur avec **48 % de biens intermédiaires**. Une croissance robuste (de 6,2 % sur l'exercice 2021/2022) couplée à une hausse tout aussi marquée des importations ont participé au creusement du déficit : selon la Banque Centrale, les achats à l'étranger se sont élevés à 19,9 Mds USD au 1^{er} trimestre 2021/2022, contre 14,8 Mds USD l'année précédente pour la même période.

[...que l'Etat cherche à relancer par une stratégie de localisation...](#)

[Une politique industrielle encore mal définie malgré un fort affichage politique...](#)

Le secteur industriel est d'autant plus stratégique pour l'économie égyptienne qu'il **représente un vivier d'emploi conséquent** avec **21 % de la population active**. Selon la Banque mondiale, le secteur souffre (i) d'une **absence de stratégie d'ensemble** sur certains secteurs pourtant prioritaires (notamment automobile), conséquence notamment du manque de **coordination interministérielle**, (ii) une **concurrence faussée** par une présence encore très marquée du secteur public et/ou de l'armée dans plusieurs sous-secteurs, (iii) des **barrières tarifaires et non-tarifaires** encore trop nombreuses sur les produits importés, (iv) une **faible qualité de la main d'œuvre locale**, (v) un **système de justice commercial peu performant** et (vi) un **déficit d'infrastructures logistiques et portuaires**. De fait, après la révolution de 2011, le **gouvernement a donné la priorité aux grands travaux d'infrastructure** aux dépens des réformes structurelles, et de la modernisation de

l'industrie. **Pour permettre une plus grande rentrée de devises et limiter sa dépendance à des approvisionnements extérieurs coûteux**, les autorités font aujourd'hui de **la modernisation de l'appareil industriel une priorité**. Pour autant, l'Egypte n'est toujours pas parvenue à se doter d'une **stratégie industrielle d'ensemble**. Selon le **Centre de Modernisation de l'Industrie** (bras technique et stratégique du ministère de l'Industrie), quatre industries sont jugées prioritaires : industrie chimique, pharmaceutique, ingénierie et matériaux de construction. Le ministère des Entreprises Publiques met pour sa part l'accent sur l'**automobile**, le **textile** et l'**aluminium**¹.

[...qui repose principalement sur la mise en place de zones industrielles...](#)

A ce jour, la politique industrielle repose principalement **sur le développement de complexes industriels intégrés**. Le statut de ces derniers, ainsi que les incitations associées, sont parfois peu lisibles. Il existe aujourd'hui **trois types de zones industrielles**, qui dépendent chacune d'une autorité différente : (i) les **zones franches** gérées par le GAFI – Autorité Générale pour l'Investissement et les Zones Franches, (ii) les **zones industrielles**, administrées par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, et enfin, la **Zone économique du Canal de Suez**, administrée par une autorité dédiée. C'est principalement sur cette dernière que repose aujourd'hui la politique industrielle, même si les résultats sont encore modestes. Selon le ministère

¹ A ce titre, le gouvernement égyptien a exprimé sa préférence pour un acteur du Golfe pour le rachat de 25% des parts mises en vente du fleuron industriel de l'aluminium EgyptAlum.

Détail du plan de localisation de l'industrie égyptienne

Industries jugées prioritaires	Composants et produits finis visés
Industrie chimique	<i>Composants</i> (polymères dont polycarbonates et polyéthers, encre) ; <i>Produits finis</i> (époxy, peintures et les vernis), <i>Intrants pour l'industrie automobile</i> (batteries au lithium, pièces automobiles en caoutchouc)
Ingénierie	<i>Composants</i> (puces de cellules solaires, composants pour les moteurs électriques, semi-conducteurs pour appareils ménagers) ; <i>Produits finis</i> (dont des mobiles et tablettes)
Matériaux de construction et métallurgie	<i>Produits finis</i> (acier inoxydable, plaques métalliques)
Pharmaceutique	<i>Intrants</i> (matières premières pour les médicaments et des médicaments oncologiques) ; <i>Produits finis</i> (équipements de diagnostic)
Alimentation et agriculture	Installations pour la production agricoles (dattes, fruits secs) ; production d'huiles médicinales et aromatiques, de produits laitiers.
Bois	Production de MDF et de contreplaqué
Emballage	/
Impression	/
Textile	/

Source : ministère égyptien du Commerce et de l'Industrie

de l'Industrie, l'Egypte dispose ainsi de 17 complexes industriels répartis dans 15 provinces pour un coût estimé à 10 Mds EGP (510 M EUR) ; ce plan doit être complété par sept complexes additionnels lancés en octobre 2020.

[...ayant des ambitions fortes en matière de localisation.](#)

A défaut de véritable stratégie industrielle, le gouvernement a lancé un plan de localisation. Afin d'augmenter sa base de production, le ministère du commerce et de l'industrie a sélectionné 141 catégories de produits appartenant à neuf industries en mai 2022, jugées prioritaires. Les produits sont sélectionnés à partir de trois critères : leur contribution à la valeur ajoutée de l'industrie locale, aux exportations et leur potentiel de croissance. Ils représentent 23 % (17 Mds USD) du montant des importations en 2019. Le plan prévoit aussi la construction de 300 grandes usines pour l'exportation, en partenariat avec le secteur privé, et vise la création de 700 000 emplois. Plusieurs

incertitudes demeurent : aucun calendrier, ni montant d'investissement, n'ont été évoqués et les incitations pour le secteur privé n'ont pas été dévoilées. Le gouvernement souhaite ainsi atteindre 100 Mds USD d'exportations par an en 2025. Des instructions de la présidence ont été transmises aux différents ministères pour augmenter la part locale dans chaque nouveau projet. Cette politique se traduit par de nouveaux types de partenariats, en témoignent les récents contrats signés dans le ferroviaire. Ainsi, en novembre 2021, Hyundai Rotem s'associe à NERIC pour produire localement 320 wagons pour les lignes 2 et 3 du métro du Caire. L'outil de production égyptien reste toutefois limité à des opérations à faible valeur ajoutée : la montée en gamme souhaitée des lignes de production égyptiennes passera nécessairement par une plus grande coopération avec les entreprises étrangères afin de bénéficier de transfert de technologie et de compétence¹. Le gouvernement mise aussi sur les

¹ Le centre de formation et de maintenance ouvert par Siemens en 2020 est un bon exemple : il lui permet d'assurer la maintenance de

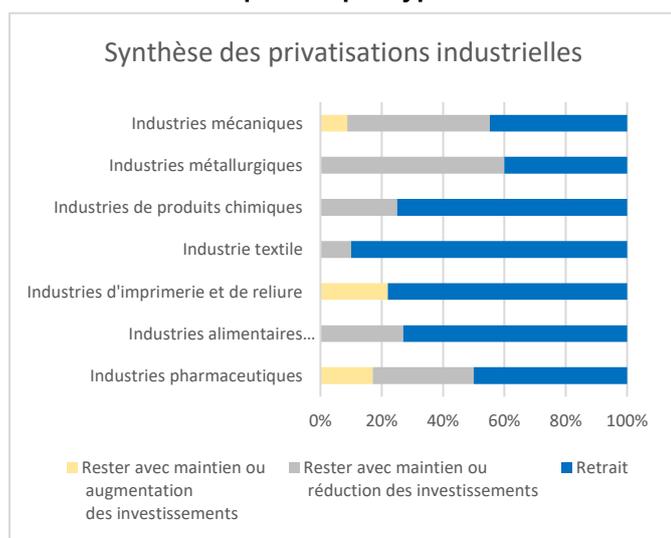
ses turbines tout en répondant aux besoins de montée en compétence de ses salariés.

Partenariats Publics Privés (PPP) afin d'attirer les investissements étrangers¹. Enfin, début juin 2022, la Chambre des représentants a donné son approbation à un décret présidentiel **réduisant les droits de douane** sur plus de **150 produits importés alimentant l'industrie locale** dont le secteur automobile. Ce décret s'accompagne d'incitations² supplémentaires pour les industriels favorisant la production à partir de produits locaux.

[...qui passera nécessairement par son retrait progressif du secteur industriel](#)

[Un programme de privatisation ambitieux, pour accroître le rôle du secteur privé...](#)

Privatisation prévue par type de secteur



Source : Plan de privatisation, gouvernement égyptien

En mars 2022, le ministre des Finances déclare la reprise du programme de privatisation, lancé initialement en 2018, avec des prises participations minoritaires du fonds souverain émirati ADQ pour 2 Mds USD notamment dans le secteur des engrais. Tout au

long du printemps 2022, le rythme des annonces s'accélère. En mai 2022, le Premier ministre Madbouly déclare que l'État souhaite porter la **contribution du secteur privé** dans l'économie à **65 % d'ici 2025**, contre 30 % actuellement. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement a identifié 9 Mds USD d'actifs à céder rapidement, l'objectif étant de vendre à terme **10 Mds d'actifs par an sur 4 ans**. Alors que l'Etat pourrait **se retirer complètement** du secteur du **textile, de l'alimentaire, des engrais et de l'automobile**, sa présence devrait rester significative dans l'**industrie lourde (ciment, fer, acier, aluminium)** ; voir **se renforcer** dans l'**industrie pharmaceutique**. Il est notamment attendu que ce plan de privatisation **laisse une plus grande place aux fonds souverains des pays du Golfe** dans l'industrie égyptienne. Le **Qatar** s'est engagé à investir **5 Mds USD** dans des entreprises et projets égyptiens. Le **fonds émirati ADQ** a annoncé fin mai 2022³ investir **10 Mds USD dans des projets industriels**⁴ en Égypte, aux Émirats arabes unis et en Jordanie. Enfin, lors de sa venue au Caire en juin 2022, le prince saoudien Ben Salman a ainsi signé 14 accords d'investissement pour 7,7 Mds USD⁵.

[...alors que l'armée consolide sa présence dans le secteur industriel](#)

Selon la *Banque Mondiale*, le **secteur public égyptien détient 379 entreprises** dans plus de **20 secteurs de l'économie**. Plus spécifiquement, l'**armée** détient l'**AOI (Arab Organization for Industrialization)**, le **ministère de la production militaire**, la **NSPO (National Service Products Organization)** et **contrôle de fait une partie de l'industrie égyptienne**. L'expansion de l'armée dans de nombreuses industries **comme l'acier et le ciment** s'est accélérée ces dernières années.

¹ Le gouvernement a rendu public en 2021 une liste de 15 projets dans 5 secteurs d'activité. La loi de 2010 sur les PPP a par ailleurs été récemment amendée pour inclure plus facilement de nouveaux dossiers prioritaires un schéma PPP.

² Les utilisateurs d'au moins 60 % de composants locaux bénéficieront d'une réduction de 40 % des droits de douane sur les composants importés.

³ En 2019 un partenariat portant sur une plateforme d'investissement de 20 Mds USD a été conclu entre le fond ADQ et le fonds souverain d'Égypte.

⁴ ADQ financera des projets à grande échelle notamment dans les secteurs de la pharmacie, de la pétrochimie, des métaux et du textile.

⁵ Ce montant comprend : (i) un accord de 3,3 Mds USD entre le saoudien Ajlan & Bros Holding Company et l'entreprise égyptienne Arab Supply Chain Group Company pour la construction d'un centre de stockage de produits pétroliers et (ii) un accord entre l'énergéticien saoudien Acwa Power et le ministère de l'électricité pour le développement d'un parc éolien d'une capacité de 1,1 GW par Acwa Power (1,5 Mds USD).



Plan de privatisation graduelle

Code couleur	Secteurs concernés
Couleur verte « L'Etat se désengage complètement » <i>L'Etat peut conserver la propriété des actifs et seulement transférer la gestion au secteur privé</i>	79 secteurs Automobile ; industries manufacturières (ameublement, électroménager, cuir et verre) ; production agricole - sauf le blé ; engrais
Couleur orange « L'Etat se désengage partiellement »	45 secteurs Industries lourdes (ciment, fer, acier, aluminium) ; Industries de consommation (viande, cigarettes) ; infrastructures énergétiques (raffineries, centrales électriques, réseaux de transmission et de distribution, projets d'énergie renouvelable) ; Infrastructures d'eau et assainissement (stations d'épuration des eaux usées et projets de dessalement).
Couleur rouge « L'Etat se ne désengage pas » <i>Secteurs que le gouvernement considère comme stratégiques ; le secteur privé sera autorisé à accroître sa participation dans certains secteurs.</i>	Infrastructures (réseaux de transport, télécommunication, systèmes d'approvisionnement en eau) ; services financiers (courtage, assurance) ; commerce de gros, santé, éducation, industrie pharmaceutique

Source : Gouvernement égyptien

Sylvia MALINBAUM

Cheffe du pôle Infrastructures et Développement durable

sylvia.malinbaum@dgtresor.gouv.fr

Antoine COSSON

Attaché sectoriel Infrastructures et Développement durable

antoine.cosson@dgtresor.gouv.fr

BREVES ECONOMIQUES :

Le Service Economique Régional de Beyrouth publie chaque semaine des brèves économiques et financières concernant les pays de sa zone de compétence (pays du Levant, Egypte, Iran et Irak).

Pour les recevoir, vous pouvez contacter Mme Charlotte PAGET : charlotte.paget@dgtresor.gouv.fr

1. La Société islamique internationale de financement du commerce (SIFC) augmente le montant de sa facilité de financement à destination de l'Egypte

En soutien au règlement des dépenses de l'Egypte en matière d'hydrocarbure et de blé, la SIFC, filiale de la Banque Islamique de Développement, qui offre des opportunités de financement à des taux préférentiels, a prévu un rehaussement de 3 Mds USD de son financement à l'Egypte relevant ainsi son financement total à 6 Mds USD.

2. Moody's alerte sur la capacité de remboursement de la dette extérieure de l'Egypte

Moody's qualifie l'économie égyptienne comme étant en situation de « risques croissants » et modifie la perspective de la notation souveraine en ce sens (de stable à négative). L'agence de notation alerte sur un risque de crise de liquidité qui diminuerait la capacité de l'Egypte à emprunter sur les marchés financiers pour financer sa dette. A noter que les réserves de change de l'Egypte ont chuté de près de 10 % depuis février 2022 à 37,1 Mds USD. Malgré cela, la notation souveraine de l'Egypte est maintenue à B2, cela étant justifié par Moody's par le « caractère proactif du gouvernement face à la crise et ses antécédents en matière de réformes économiques et fiscales ». L'agence de notation a cependant affirmé qu'une baisse des réserves de change dégraderait sa note (une première depuis 2013).

3. Signature d'un partenariat industriel entre les Emirats arabes unis, l'Egypte et la Jordanie

Un accord de coopération industrielle a été signé entre les Emirats arabes unis, l'Egypte et la Jordanie avec l'objectif global de favoriser les investissements industriels. 27 projets conjoints (10 projets de court terme et 17 à plus long terme) sont prévus dans le cadre de ce partenariat décliné en trois étapes ; premièrement sur les problématiques liées à la sécurité alimentaire et l'industrie pharmaceutique et portera sur la cultivation de blé en

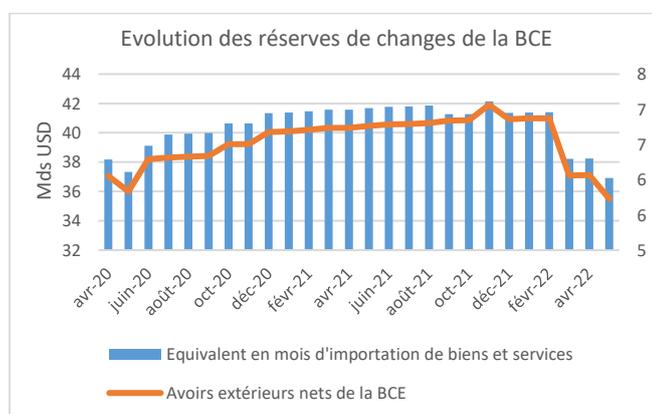
Egypte et en Jordanie avec l'appui des technologies émiriennes, la seconde sur l'accroissement de la compétitivité de certaines industries nationales et la dernière sur les moyens de garantir une croissance de long terme sur les industries de taille moyenne.

4. Après Israël, l'Egypte va importer du gaz de Chypre pour le réexpédié sous forme de GNL vers l'Europe d'ici 2025

Selon le ministre du pétrole égyptien Tarek El Molla, la construction du gazoduc reliant le champ de gaz naturel Aphrodite de Chypre aux installations de liquéfaction égyptiennes d'Idku et de Damiette, commencera d'ici la fin de l'année pour être attendu opérationnel d'ici 2025. Le champ gazier Aphrodite, dont la capacité est estimée à 4,5 Mds de pieds cubes, est détenu par les entreprises NewMed Energy, Chevron et Shell.

5. Baisse du niveau des réserves détenues par la Banque centrale à 35,5 Mds USD

La Banque centrale a puisé approximativement 2 Mds USD dans ses réserves pour régler principalement le service de sa dette envers le FMI et s'acquitter de coupons d'euro-obligation. Les réserves passent ainsi de 37,1 Mds USD en avril à 35,5 Mds USD en mai, soit 6 mois d'importation de biens et de services.

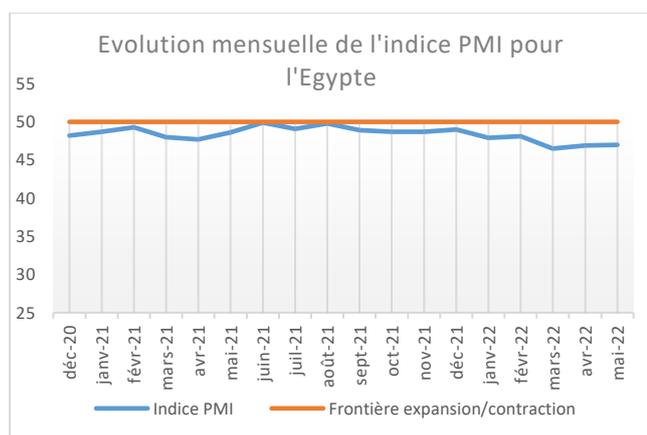


6. La National Bank of Egypt et Banque Misr mettent un terme à la vente de certificat de dépôt à 18 %.

Suite à la dépréciation de la livre égyptienne, la Banque centrale a introduit le 22 mars des certificats de dépôt (CD) d'un an au taux de 18 %. Selon les déclarations du président de Banque Misr, ces CD représentaient « un coût trop élevé » pour les deux banques, qui proposent désormais des CD à trois ans au taux de 14 % (contre 11 % précédemment). Un montant total d'environ 750 Mds EGP (40,4 Mds USD) aurait été placé dans les CD à 18 %.

7. L'indice PMI toujours en dessous du seuil des 50 pour le mois de mai 2022

Le Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'est établi à 47 en mai contre 46,9 pour le mois d'avril, s'inscrivant ainsi durablement sous la barre des 50, qui sépare l'expansion de la contraction, pour le 18^{ième} mois consécutif. Selon S&P Global, les restrictions à l'importation via les lettres de crédit, l'inflation du coût des intrants causée par l'augmentation du prix du pétrole et le renforcement du dollar expliquent que les nouvelles commandes sont à leur niveau le plus bas depuis juin 2020.



8. Révision à la hausse des prévisions de croissance de la Banque mondiale pour l'Egypte pour l'exercice 2021/22

Les prévisions de croissance faites par la Banque mondiale passent de 5,5 % à 6,1 % pour l'exercice en cours, soit une hausse de 0,6 point comparé à la précédente prévision. Cependant, la Banque mondiale fait passer ses prévisions pour l'exercice 2022/23 de 5,5 % à 4,8 %, soit une baisse de 0,3 point. Cette baisse est

expliquée par l'impact estimé de l'inflation sur l'économie égyptienne.

9. L'inflation urbaine atteint 13,5 % en mai

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques Capmas, l'inflation urbaine enregistre une hausse de 13,5 % en glissement annuel sur le mois de mai, contre 13,1 % en avril, enregistrant son taux le plus élevé depuis août 2019. Les prix à la consommation augmentent pour le sixième mois consécutif, en partie du fait des tensions sur les marchés mondiaux, notamment sur les matières premières et de la dévaluation de la livre égyptienne. Les prix des denrées alimentaires continuent de fortement augmenter avec une hausse de 24,8 % en glissement annuel, mais moins rapidement que le mois précédent à 26 %. L'inflation demeure ainsi hors de la fourchette supérieure de l'objectif cible de la Banque centrale fixé à 7% ($\pm 2\%$).



10. Hausse prévisionnelle des besoins de financement pour l'achat de blé et pétrole

L'Egypte aura un besoin de 10,2 Mds USD supplémentaire sur l'exercice 2022/23 pour financer ses importations si les prix du blé et du pétrole ne ralentissent pas, a déclaré le ministre des Finances Dr. Mohamed Maaït. Le ministre a précisé que 3 Mds USD seront nécessaires pour les achats de blé et 7,2 Mds pour les achats de pétrole.

11. Gèle des prix de l'électricité pour juillet 2022

Selon une déclaration du président Abdel Fattah el-Sissi, la hausse prévue par le gouvernement de 21 % des factures d'électricité pour juillet 2022 est reportée en raison de la conjoncture économique actuelle. L'objectif étant d'apaiser les impacts de l'inflation sur la population. Encore 17 M de ménages paient 50 % de leur

consommation réelle d'électricité via un système de subvention par redistribution.

12. Accord signé entre le Liban, la Syrie et l'Egypte concernant l'exportation de gaz

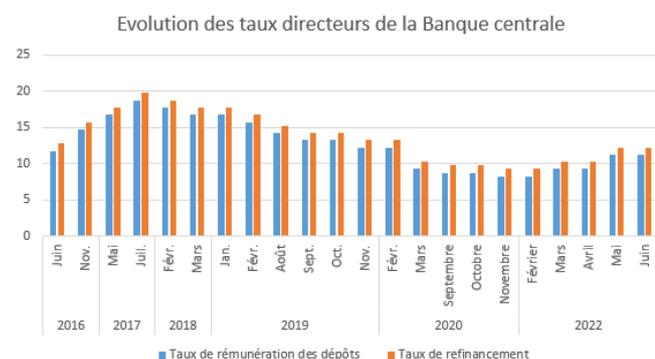
Un accord a été signé entre les trois pays pour que l'Egypte exporte 650 M de mètres cube de gaz à destination du Liban via le gazoduc Arab Gas. Le coût de cette transaction pour le Liban n'est pas encore dévoilé. Reste que les Etats-Unis et la Banque Mondiale donnent leur validation pour que les exportations se fassent, en effet, les Etats-Unis doivent déterminer si l'accord viole les sanctions envers la Syrie et la Banque Mondiale, qui devrait participer au financement, requiert que le gouvernement libanais réforme leur politique en matière d'électricité.

13. Adoption du budget pour l'exercice 2022/23

Le budget a été approuvé par la chambre des représentants ce mardi 21/06. Le budget des dépenses du gouvernement est validé à hauteur de 2,07 Mds EGP (hausse de 12 % du dernier exercice) et les recettes devraient atteindre 1,52 Mds EGP (11 % de hausse comparé au dernier exercice). Une augmentation de 82 Mds EGP est attendue, atteignant 558,2 Mds EGP.

14. La Banque centrale d'Egypte décide de maintenir les taux d'intérêt

Dans un contexte économique marqué par la hausse de l'inflation, la Banque centrale a tout de même décidé de maintenir les taux d'intérêt inchangés du précédent mois. C'est la première stabilisation des taux après une succession de hausses sur les trois derniers mois. Le taux de rémunération des dépôts, le taux de refinancement et le taux marginal sont toujours fixés à respectivement 11,25 %, 12,25 % et 11,75 %.



15. Signature de 14 accords entre l'Egypte et l'Arabie Saoudite

A l'occasion de la visite du prince héritier d'Arabie saoudite Mohamed Ben Salman en Egypte, 14 accords représentant un total de 7,7 Mds USD ont été signés entre des investisseurs privés saoudiens et des membres du secteur privé et des autorités égyptiennes. Ces accords portent sur des secteurs clés tels que les infrastructures, la logistique, la gestion portuaire, les industries alimentaires, les produits pharmaceutiques, l'énergie, le paiement électronique et les solutions financières et numériques. Ajlan and Bros Company, entreprise saoudienne, a signé près de la moitié des accords.

16. Première visite de l'émir du Qatar en Egypte après sept ans d'absence

L'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani a rencontré le président Abdel Fattah al-Sissi lors de sa première visite au Caire depuis la reprise des relations entre les deux pays. Les deux dirigeants ont discuté du renforcement de la coopération dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture, de l'augmentation des échanges commerciaux et en particulier concernant les flux d'investissements du Qatar à destination de l'Egypte. Fin mars, le Qatar s'est engagé à investir 5 Mds USD dans des entreprises et des projets égyptiens, cependant aucun investissement concret n'a été annoncé au moment où l'émir a quitté Le Caire.

17. Signature d'un protocole d'accord entre Chevron et les autorités égyptiennes pour développer les infrastructures gazières en Egypte

EGAS et Chevron ont convenu de travailler conjointement sur l'ensemble de la chaîne de valeur (transport, liquéfaction et réexportation) du gaz égyptien de méditerranée orientale. Plus spécifiquement, l'accord prévoit que les deux sociétés développent des infrastructures pour transporter le gaz des champs offshore de Chevron vers les usines de liquéfaction égyptiennes, pour être réexporté par la suite.

INDICATEURS

	Egypte			Afrique du Nord et Moyen-Orient	
PIB nominal (2021)	404 Mds USD			4 2567 Mds USD	
Dont :					
Services	56,6 %			-	
Industrie	31,8 %			-	
Agriculture	11,5 %			-	
	3 946 USD			7 696 USD	
PIB / Habitant (2020)	2020 ¹	2021 ¹	2022 (est.) ¹	2020	2021 (est.)
Taux de croissance réel	3,6 %	3,3 %	6,2 %	-3,3 %	5,8 %
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-7,9 %	-7,4 %	-6,1 %	-8,0 %	-3,1 %
Excédent primaire	1,8 %	1,5 %	1,3 %	-7,2 %	-2,0 %
Solde courant (en % du PIB)	-3,1 %	-4,6 %	-4,3 %	-2,6 %	3,6 %
Taux d'inflation (% annuel)	5,7 %	4,5 %	8,7 %	10,5 %	14,6 %
Dette publique (en % du PIB)	89,6 %	93,7 %	94,4 %	56,2 %	53,8 %
Dette externe (en % du PIB)	33,9 %	32,9 %	34,3 %	50,6 %	40,5 %
Taux de chômage (2020, OIT)	9,2 %			10,6 %	

Sources : Ministère des Finances (MOF), Banque Mondiale, Banque centrale (CBE), FMI, Calcul SE Le Caire, OIT

Indicateurs trimestriels	Jan.-Mars 2020	Avril-Juin 2020	Juil.-Sept. 2020	Oct.-Déc. 2020	Jan.-Mars 2021	Avril-Juin 2021	Juil.-Sept. 2021
Taux de croissance réel du PIB (y/y) aux prix du marché en %	5	-1,7	0,7	2	2,9	7,7	9,8
Comptes externes en Mds USD	Solde commercial	-9,4	-8,4	-8,6	-10,6	-11,4	-11,1
	dont hydrocarbures	0	0,4	0,1	-0,2	0,1	-0,1
	Balance des services	2,1	0,6	0,8	1	1,3	1,9
	Revenus du tourisme	2,3	0,3	0,8	1	1,3	1,7
	Revenus du canal de Suez	1,4	1,3	1,4	1,5	1,45	1,68
	Transferts privés (nets)	7,8	6,2	7,9	7,1	7,8	8
	Compte courant	-2,8	-3,8	-2,8	-4,9	-5,7	-5,1
	Compte de capital et financier	-1,1	1,3	3,9	5,2	8	6,3
	dont flux nets d'IDE	1	1,5	1,6	1,7	1,4	0,4
	dont flux nets d'inv. de portefeuille	-8,2	0,6	6,7	3,5	5,8	2,7
Balance des paiements	-5,5	-3,5	-0,1	1,5	0,3	0,1	

¹ Les données correspondent au calendrier fiscal (du 1^{er} juillet N au 30 juin N+1).

Indicateurs mensuels 2021/2022		Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
Inflation (y/y) en %	IPC urbain	6,6	6,3	5,6	5,9	7,3	8,8	10,5	13,1
	Inflation sous-jacente	4,8	5,2	5,8	6	6,3	7,2	10	11,9
Taux d'intérêts (corridor BCE) en %	Taux de rémunération des dépôts	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	9,25	9,25	11,25
	Taux de refinancement	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25	10,25	10,25	12,25
Taux de change <i>moyenne mensuelle, cours médian</i>	LE pour 1EUR	18,5	18,22	17,93	17,76	17,8	17,8	18,31	19,95
	LE pour 1USD	15,71	15,71	15,72	15,72	15,72	15,73	16,63	18,43
Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois		40,8	40,9	40,9	40,9	41	37	37,1	37,1

Notation de la dette souveraine <i>Note de long-terme en monnaie étrangère, perspective et date de la dernière modification</i>	Standard & Poor's	BB	24/04/2022	stable
	Fitch	B+	21/04/2022	stable
	Moody's	B2	26/05/2022	Negative

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Rédacteurs : Michel Oldenburg, Anaïs Boitiere, Sylvia Malinbaum, Mohamed Amin Boumahdi, Antoine Cosson, Margot Ertel, Augustin Renard

Pour s'abonner : mohamed.boumahdi@dgtresor.gouv.fr

Claude de non-responsabilité : Le Service Économique du Caire s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.